

L'impossible riposte française aux attentats

Le bilan de la guerre contre le terrorisme se révèle désastreux. Ainsi, face à la menace de l'EI, il est nécessaire de privilégier l'approche politique et diplomatique.

Alain Gresh

Jamais dans son histoire, la France n'avait connu en une seule soirée, d'attentats aussi meurtriers : 130 morts, une centaine de blessés graves, des centaines d'autre touchés. Jamais elle n'avait connu d'attentats-suicide. Contrairement à l'attaque contre l'hebdomadaire *Charlie-Hebdo* et contre le magasin *Cacher* en janvier 2015, ces actions ont visé des lieux publics choisis non pour leur caractère symbolique, mais parce qu'ils étaient, un vendredi soir, largement fréquentés et qu'on pouvait y faire un maximum de victimes. Le pays a été plongé dans un état de sidération dû à la fois à l'ampleur de l'événement et au fait qu'il avait conscience que de telles attaques pouvaient se reproduire à n'importe quel moment, n'importe où sur le territoire. Tout le pays se sent visé, la douleur de la population est immense, la peur aussi.

La réaction des autorités ne s'est pas faite attendre. L'état d'urgence a été proclamé et prolongé pour trois mois par un Parlement presque unanime ; les manifestations ont été interdites ; plus de 300 personnes ont été assignées à résidence, y compris des militants de la gauche écologique ; des centaines de perquisitions ont eu lieu dans des habitations, des sièges d'association, des mosquées – la plupart ont visé des personnes liées au banditisme et aux affaires de drogue. Bien qu'approuvées par la majorité de la population, ces mesures ont suscité des critiques parmi les organisations des droits humains. Pourtant, comme dit le titre du quotidien *Le Monde* du 3 décembre, « l'exception va devenir la règle ».

Les partis politiques ont fait preuve d'un grand unanimisme et le Front national s'est félicité de l'adoption de mesures qu'il avait préconisées depuis longtemps – comme la déchéance de nationalité française de citoyens disposant d'une double nationalité. Laurent Wauquiez, le numéro trois du parti Les Républicains, dirigé par Nicolas Sarkozy, a appelé à un *Patriot Act* à la française et au placement des « 4 000 personnes fichées pour terrorisme » dans des « centres d'internement ».

Le président de la République François Hollande a parlé, à plusieurs reprises, de la guerre entre la France

et le groupe État islamique (EI). Les médias ont évoqué un conflit de civilisation ou une guerre pour la civilisation. Presque seul parmi les responsables politiques, l'ancien premier ministre, Dominique de Villepin, a contesté ce terme : « Le fait [que les terroristes aient] utilisé des kalachnikovs, des grenades, un certain nombre de munitions ne les transforme pas en une armée reconnue dans le cadre d'un État. (...) Quelle est la conséquence de cette idée ? La première, c'est de déresponsabiliser les combattants terroristes qui se disent : "Nous frappons, nous sommes des guerriers." La seconde, c'est que nous légitimons qu'ils sont en guerre, qu'ils ont des objectifs de guerre et qu'ils veulent conquérir notre territoire, des positions ». Et il conclut : « Une guerre, ce sont deux États et deux armées qui s'affrontent ».

Sans minimiser l'action des groupes qui ont frappé la France et la nécessité de les combattre sans merci, sans minimiser non plus l'état d'une opinion traumatisée, on ne peut manquer de remarquer le parallèle entre les réactions de la classe politique française et celle de l'administration de l'ancien président américain, George W. Bush, au lendemain du 11-Septembre. D'un côté les autorités affirment que ces groupes radicaux « nous » haïssent, non pas pour ce que nous faisons, mais pour ce que nous sommes : ils en veulent à notre mode de vie, à nos libertés, à notre démocratie ; nous serions donc dans une guerre de civilisation sinon de religion. De l'autre, elles pensent que porter la guerre en Irak et en Syrie permettra de protéger le continent européen. Déjà en juin 2009, le premier ministre britannique, Gordon Brown, déclarait, à propos de la guerre en Afghanistan : « La population perçoit l'importance de gagner la lutte contre le terrorisme en Afghanistan et au Pakistan, de manière à ce que la guerre contre le terrorisme n'atteigne pas les rues de notre pays », un argument que le premier ministre, Manuel Valls, reprenait en janvier 2015, au lendemain des attentats contre *Charlie-Hebdo* et l'hyper *Cacher*, pour justifier la guerre en Irak devant le Parlement : « Nous devons agir là-bas pour nous protéger ici »

Alain Gresh, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, directeur du magazine en ligne *OrientXXI.info*.

Pourtant, 15 ans après que le président Bush ait déclenché la guerre contre le terrorisme, 13 ans après la guerre d'Irak de 2003, le bilan de cette stratégie se révèle désastreux. Jamais « la menace terroriste » n'a paru aussi forte dans tout le Vieux Continent ; jamais autant de jeunes hommes (et quelques jeunes femmes) se sont engagés dans les rangs d'une organisation comme l'État islamique ; jamais non plus les conflits dans la région du Proche-Orient n'ont paru aussi loin de toute solution, affaiblissant les États, créant un flot de réfugiés qui déstabilise non seulement le Proche-Orient (et hypothèque son avenir) mais aussi l'Europe, qui ne sait pas comment les accueillir sans que grandisse le danger des partis populistes d'extrême droite, comme le Front national en France.

Un des problèmes de l'usage du terme « guerre contre le terrorisme » c'est qu'il tend à dépolitiser le débat en France, à présenter les affrontements comme ceux du Bien et du Mal. Pourtant, sur le terrain, les choses apparaissent plus complexes. L'Europe et les États-Unis aident concrètement la filiale syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui figure pourtant sur leurs listes d'organisations terroristes. Et le régime syrien tenu, à juste titre, comme le premier responsable du désastre syrien, apparaît aujourd'hui à certains comme un allié acceptable face à l'EI.

Comme le remarque un spécialiste américain qui se situe plutôt à la droite de l'échiquier politique, Antony Cordesman : « Il est trop facile d'appeler à la "guerre" contre l'organisation de l'État islamique. Il y a pourtant plusieurs raisons d'être très prudents avant de s'engager dans cette voie. Tout d'abord, l'EI n'est pas la seule menace extrémiste islamique et elle agit dans un environnement incroyablement volatile de tensions confessionnelles au sein de l'islam telles que celles entre sunnites et chiites, et dans un environnement régional d'échec des politiques laïques dans le domaine de la gouvernance et de l'économie ; cet échec a donné naissance aux grands soulèvements qui ont commencé en 2011. La menace terroriste et extrémiste est beaucoup plus large que l'EI et en se concentrant sur ce groupe – plutôt que la menace plus large – on ignore la réalité qui restera et refera surface indépendamment de ce qui se passe avec l'EI. » Ce terme de guerre est d'ailleurs réfuté par plusieurs partenaires européens de la France, d'Italie, d'Espagne ou d'Allemagne.

Le Proche-Orient et le Maghreb traversent une période de chaos sans précédent depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Et l'Europe, région voisine, en subit les contrecoups, qui ne sauraient se résumer à l'ascension récente de l'EI. Les conflits de la zone ressemblent à un nœud gordien qu'il n'est pas facile de trancher d'un coup de sabre : affrontements en Irak entre l'EI et les milices chiites ; participation de l'Iran

à ces combats ; insurrection des Kurdes en Syrie et en Turquie ; rivalité entre Téhéran et Riyad ; guerre de l'Arabie saoudite et de ses alliés au Yémen qui favorise l'extension de l'influence d'Al Qaida et la création d'une branche de l'EI ; affrontements entre les différentes oppositions syriennes et le régime ; intervention du Hezbollah en Syrie ; guerre des ondes confessionnelles entre télévisions religieuses sunnites et chiites ; poursuite de l'occupation de la Palestine ; insurrection dans le Sinaï, etc. Pour ne pas parler de la Libye, du Mali, d'Al-Qaida au Maghreb islamique. Peut-on établir entre les différents protagonistes une échelle de « barbarie » ? Les bombardements par l'armée syrienne de civils sont bien plus meurtriers que les exactions et crimes de l'EI sur le terrain ; la violence de certaines milices chiites irakiennes ne le cède en rien à Al Qaida. Comment s'étonner alors que les tentatives de Paris de créer une grande coalition contre l'EI aient échoué ?

Pour ne rien arranger, cette région, qui connaît une relance de l'explosion démographique, est gangrenée par les maux qui ont été à l'origine des soulèvements arabes de 2011 : autoritarisme, corruption, effondrement des systèmes de santé et d'éducation, etc. Et les pays occidentaux renouent avec leur penchant à soutenir les régimes militaires, comme le montre le rapprochement de la France et de l'Union européenne avec l'Égypte d'Abdelfattah al Sissi. Et ceci dans un contexte où, depuis un demi siècle, l'Arabie saoudite a exporté dans le monde ses prêcheurs et son argent pour imposer le wahhabisme, très longtemps une simple « secte », comme lecture dominante de l'islam.

Si les causes internes de ces conflits existent, si la responsabilité des dirigeants locaux ne peut pas être effacée, il ne faut pas cacher que les interventions occidentales ont contribué à les aggraver, qu'elles soient politiques – avec le soutien à des régimes autoritaires et corrompus – ou militaires – aucune région du monde n'a connu autant d'interventions étrangères depuis 1945. Et le lancinant problème palestinien reste le symbole, pour les opinions de ces pays, du « deux poids deux mesures » des politiques occidentales.

Il est illusoire de croire, ou de laisser croire, que quelques bombardements supplémentaires sur la Syrie permettront d'éviter plus de bombes chez nous. Pas plus que l'intervention au Mali n'a empêché la prise d'otages à l'hôtel Radison à Bamako, le 20 novembre. Quinze ans de « guerre contre le terrorisme » ont montré le contraire. Il est plus que jamais nécessaire de privilégier l'approche politique et diplomatique, comme les USA l'ont fait avec l'Iran sur la question du nucléaire – malgré les réticences de la France –, comme les consultations sur la Syrie entre les principales puissances concernées en témoignent. Sans jamais oublier la non solution du problème de la Palestine qui continue à hanter la région. ■